

Trois fois NON

John Holloway

*Intervention prononcée lors du Festival de la Démocratie Directe à Thessalonique,
le 4 septembre 2015*

I

Non, non, non. Trois non. Trois dates : 5 juillet 2015, 6 décembre 2008, 15 décembre 2008. Trois ruptures.

II

5 juillet 2015

Le premier Non résonne encore dans les airs, tout le monde en parle encore : le grand Oxi du 5 juillet, une nuit où le monde se mit à danser dans les rues. Un Non absurde, ridicule... un NON d'espoir, un NON de dignité.

En 1795, William Blake imaginait les réactions des rois d'Asie à la vague révolutionnaire qui déferlait sur l'Europe. Il imaginait les rois exhortant leurs conseillers :

« A supprimer à la ville la fourniture en pain,
Que le rebut apprenne à obéir,
Que la fierté du cœur puisse faiblir,
Que le désir dans les yeux puisse s'éteindre,
Que la délicatesse de l'oreille en son enfance
S'émousse, et que les narines se ferment,
A apprendre aux vers mortels le chemin
Qui conduit aux portes du tombeau »

Voilà ce qu'était la longue période de négociations entre les gouvernements de la Zone Euro et Syriza : pas seulement une négociation, mais aussi une humiliation, une tentative de tuer la fierté du cœur, d'apprendre aux vers morbides le chemin qui part des portes du tombeau. Le NON du 5 juillet était un NON à l'humiliation : il dilatait les narines, aiguïsait l'ouïe, réveillait le désir dans les yeux ; il était un cri de dignité, une affirmation de notre dignité

Le grand Non du référendum ne mena nulle part, peut-être qu'il ne pouvait que mener nulle part. Les gouvernements répliquèrent à peine une semaine plus tard : « Désolé, mais nous ne comprenons pas ce que vous dites, nous ne comprenons pas votre langage. Quel est ce mot "Non" ? Vous dites n'importe quoi. Vous vivez dans un monde imaginaire, un monde qui n'existe pas. La Réalité de ce monde fait que dans ce référendum, vous aviez le choix entre OUI et OUI. La Réalité est qu'il n'y a pas d'autre option que d'être conforme. »

Un Non s'est noyé, un espoir s'est étouffé. Pourtant, cela reste notre point de départ, le point duquel nous tentons de comprendre le monde. Dans ce Non, nous nous reconnaissons, dans ce Non nous cherchons notre humanité. Ce Non est notre langage, notre grammaire, l'expression de notre réalité. Le grand Oxi continue de résonner dans les airs, tout comme un baiser reste en suspend derrière le passage des amoureux. Il résonne puissamment, renforcé par l'écho d'un Non précédent, la grande rupture d'il y a sept ans : décembre 2008.

III

6 décembre 2008

L'assassinat d'Alexis a provoqué l'un des plus grands cris de Non entendu en ce siècle : Non aux violences policières, Non aux discriminations à l'encontre des jeunes, des migrants, des femmes, Non à un système basé sur la frustration, Non à un système qui émousse nos sens, ferme nos narines, par le chômage et, parfois pire, par notre emploi, Non à un système construit sur l'incohérence de l'argent. Non, aussi, aux traditions éventées de la lutte des classes. Aucune demande ne fut adressée à l'Etat, ce fut simplement un rugissement de fureur contre l'Etat et tout ce qu'il représente.

La rage s'entrelaçait avec l'espoir, mais cette relation était fragile et ne connaissait aucune médiation institutionnelle. Ce n'était pas l'espoir que les prochaines élections allaient changer quelque chose, mais l'espoir sous-jacent que le monde pourrait être différent, qu'il serait possible de faire tomber ce monde de capital, de répression, d'injustice. Un des nombreux manifestes qui circulaient dans les rues ces jours-là donne une idée de ce qu'était ce mouvement :

« En fait, c'était une révolte contre la propriété et l'aliénation. Tous ceux qui ne se sont pas cachés derrière les stores de leur vie privée, tous ceux qui se sont retrouvés dans les rues, le savent bien : les magasins n'étaient pas pillés pour revendre les ordinateurs, les vêtements, les meubles mais pour le plaisir de voir s'écrouler ce qui nous aliénait – la fantasmagorie de la marchandise (...) Dans les feux qui réchauffaient les corps des insurgés de ces longues nuits de décembre, brûlaient les produits de notre travail libérés, symboles désarmés d'un imaginaire autrefois puissant.

Nous n'avons fait que prendre ce qui nous appartenait et l'avons jeté au feu avec tout ce que ça représentait. Le grand potlatch de ces derniers jours était une rébellion du désir contre le modèle imposé du manque. En fait, c'était une révolte contre la propriété et l'aliénation. Une révolte du don contre la souveraineté de l'argent. Une insurrection d'anarchie de la valeur d'usage contre la démocratie de la valeur d'échange. Un soulèvement spontané de liberté collective contre la rationalité de la discipline individuelle. » (Ego te provoco, Athènes, 2008) (Nasioka 2014, 171)

Le mouvement parlait une langue qui ne convenait pas, la langue d'un monde qui n'existe pas encore, qui existe pas-encore dans nos révoltes.

Dans les années de luttes, de manifestations, d'émeutes et de répression qui suivirent, une partie de cette rage s'est concentrée sur la recherche d'autres modes de vie, à travers des ouvertures de centres sociaux, de jardins partagés, d'usines occupées, d'assemblées locales – autant pour faire face à des questions pratiques de survie que pour créer les bases d'un monde différent. Mais ces manifestations et ces expériences amenèrent leurs lots de difficultés et de frustrations. Les centaines de manifestations n'eurent aucun impact sur la politique du gouvernement. Le 12 février 2012, par exemple, alors que des centaines de milliers de personnes descendirent dans les rues, que plus de cinquante bâtiments brûlèrent dans le centre d'Athènes, que des voitures de police furent incendiées, que les gaz lacrymogènes furent employés bien au-delà des limites légales, que le Parlement fut encerclé par la police, les députés votèrent une autre volée de mesures d'austérité. Après ça, que faites-vous ? Où allez-vous ?

C'est dans ce contexte là qu'eut lieu la spectaculaire envolée de Syriza. Syriza réussit à concentrer ces expressions de rage-et-colère. « Votez pour nous et nous changerons vraiment les choses, nous rompons avec les politiques d'austérités imposées par les gouvernements successifs, nous arrêterons la corruption et la répression. » Six ans d'émeutes et d'alternatives créatrices firent une petite différence : maintenant, il était temps de rendre l'espoir effectif, de lui tracer un chemin réaliste.

Syriza hérita du legs de ces années de militantisme, les concentra et, ce faisant, les transforma. Cela changea la grammaire des luttes et les rapprocha de la grammaire des politiques orthodoxes. Les luttes de 2008 et celles qui suivirent évoluèrent au bord de l'impossible et de l'invention. L'espoir fut toujours à la limite d'un désespoir sans espoir. Mais c'était un espoir qui refusait toute concession avec le système existant, un espoir qui ne pouvait être qu'un appel absolu pour un monde différent et pour le rejet de celui existant.

L'avènement de Syriza donna une définition à l'espoir, mais ce faisant, il le réduisait. L'ennemi n'était plus le capitalisme, mais le néo-libéralisme, entendu comme la domination d'une forme particulièrement agressive des politiques capitalistes. La lutte visait alors la fin de l'austérité. La fin du capitalisme quant à elle, fut mise de côté et considérée comme complètement irréaliste. Comme Varoufakis l'expliqua lors d'une conférence à Zagreb en 2013, la fin du capitalisme est souhaitable à long terme, mais l'objectif immédiat doit être de se battre pour des changements à l'intérieur du système. Il évoquait alors « un capitalisme européen répugnant, dont l'implosion devait être évitée à tout prix, malgré ses nombreuses maladies. » Il était alors question d'une politique du possible, une politique réaliste.

La concentration sur l'Etat des mécontentements-espoirs eut une conséquence inévitable et importante : l'acquisition d'une territorialité claire qui n'existait pas auparavant, ou en tout cas, pas autant. Les émeutes et manifestations des années 2008 étaient directement tournées contre le gouvernement *grec* et contre le système : alors que les politiques d'austérité étaient clairement liées à la pression de l'Union Européenne, la lutte ne se définissait pas en des termes nationaux. Comme l'écrit le pamphlet cité plus haut, c'était alors une rébellion de la valeur d'usage contre la valeur, non pas de la Grèce contre l'Allemagne : le langage de l'émeute ne connaît pas de frontière. Une fois que Syriza eut le pouvoir, le conflit fut redéfini comme un combat entre la Grèce et les autres pays de la Zone Euro. Les conflits quittèrent les villes pour les Etats, les rues pour les salons fermés des négociations inter-Etats. Dans le même mouvement, la Grèce elle-même se constitua en tant que sujet, en tant que concept. Cela n'est pas forcément le résultat d'une décision consciente prise par un des protagonistes : cela est déjà inscrit dans l'existence de l'Etat en tant qu'unité définie territorialement.

Il est important de souligner l'importance de cette transition, car ses implications sont énormes et parce que cela est tout simplement considéré comme tel et n'est pas remis en question dans l'immense majorité des discussions, que ce soit à gauche ou à droite. Ce changement de perspective, de considérer l'Etat non plus comme un ennemi mais comme un outil du changement, conduit à une redéfinition du conflit en termes de territoire ou de nation. Cela peut avoir des conséquences fatidiques. Se concentrer sur l'Etat change la grammaire de la lutte et transforme le conflit social en un conflit national.

La déferlante de grammaire négative de 2008 fut remplacée par une grammaire positive, territoriale, visant un changement concret. En conséquence, éclata le grand choc, la grande joie du référendum du 5 juillet : le NON était un écho au langage de décembre 2008. Il ne partageait pas la même grammaire que celle du gouvernement Syriza. C'était un retour à notre langage, le langage absurde d'un monde qui n'existe pas encore. Les résultats du référendum n'amenèrent aucune réponse spécifique, ne menèrent à aucun point défini clairement. Même si nombreux furent ceux qui sentirent que le Grexit, la sortie de l'Euro, était souhaitable, cela n'était pas vraiment une proposition de politique alternative (comme cela l'était au contraire pour quelques politiciens de gauche) mais plutôt une manière différente de jeter un pavé dans la vitrine d'une banque : un acte de révolte.

Le réalisme du gouvernement Syriza était entièrement irréaliste. Il guida la rage-espoir des années précédentes sur le chemin du réalisme, mais n'alla pas assez loin pour rencontrer le monde réel.

Syriza continuait à rêver d'un capitalisme plus juste, il lutta pendant des mois pour ce rêve réaliste qui n'était qu'un fantasme. Cela se termina dans la capitulation tragi-comique de l'espoir promis par Syriza face à la réalité représentée par Angela Merkel et les autres politiciens de l'Union Européenne. « Grandissez ! » disaient-ils. « Soyez réalistes ! Il n'y a pas d'espoir, il n'y a que la réalité. Un capitalisme plus juste ne peut pas exister. Keynes est mort et enterré. » Syriza poussa jusqu'aux limites de l'action de l'Etat : ils poussèrent leur fantasme aussi loin que possible dans le carcan de l'Etat, et ils échouèrent.

La réalité gagna, l'espoir fut défait. Mais souvenez-vous, souvenez-vous du 6 décembre, alors il est clair que notre réalité n'est pas la leur. Leur Réalité a gagné pour l'instant, c'est en tout cas ce que l'on peut penser, mais la notre, est une réalité différente. Notre réalité est celle d'un monde qui n'existe pas encore, un monde de créativité et non de frustration, un monde de vie et non de mort. Notre réalité est la révolte de la valeur d'usage contre la valeur, du *faire* contre le travail abstrait. (Mais pouvons-nous pour autant la manger ?)

Pour comprendre quelle est la Réalité qui s'oppose à nous et qui s'affirme triomphante, souvenons-nous encore d'une autre date, d'une autre rupture.

IV

15 septembre 2008

Un Non d'un genre différent. Peut-être pas un Non de rage, mais simplement un « Non, ça ne marche pas. Le capitalisme, votre réalité, ça ne fonctionne tout simplement pas. »

L'effondrement de la banque Lehmann Brothers, la plus grande faillite de l'histoire du capitalisme, plongea dans la plus grande panique les mondes de la finance et de la politique. Tim Geithner, le dernier Secrétaire au trésor étasunien, déclara : « Les Etats-Unis ont risqué un effondrement complet de leur système financier. » Quant au ministre canadien des finances, il avoua après coup que l'économie mondiale avait frôlé la « catastrophe » (McNally 13).

L'effondrement a finalement été évité par le Grand Renflouement des banques. De par le monde, il y eut une nationalisation massive, non pas des banques elles-mêmes, mais des dettes des banques. Sur l'ensemble de la planète, ce sont environ vingt billions (20 000 000 000 000) de dollars qui furent versées aux banques pour qu'elles ne fassent pas faillite. Les vingt billions de dollars de dettes des banques assumées par les Etats, se transformèrent en dette publique, en dette souveraine, détenue par les banques. Alors qu'il était apparu clairement que les banques ne pourraient pas payer leurs dettes, il apparut par la suite tout aussi clairement que certains Etats seraient incapables de payer les dettes qu'ils avaient rachetées. L'impressionnant montant de dette supporté par les Etats a forcé ces derniers à faire tout leur possible pour payer les créanciers (les banques) en adoptant des politiques d'austérité, c'est-à-dire en faisant des coupes budgétaires dans les systèmes sociaux et en privatisant des biens. Ainsi, comme David McNally l'écrivait en 2010, « en raison des réactions du marché à leur dette, la Lettonie a licencié un tiers des enseignants et a réduit les retraites de 70%, l'Irlande a réduit les salaires des fonctionnaires de 22%, l'Etat de Californie a privé d'assurance maladie 900 000 enfants défavorisés. »

Le cas de la Grèce n'est pas si spécial. Les réformes que le gouvernement Syriza a été forcé d'accepter ne sont pas très différentes des réformes imposées dans la plupart des pays : réforme du travail (réductions des droits des travailleurs), baisse des retraites, coupes dans les systèmes de protections sociales, privatisation des ressources de l'Etat considérées jusqu'alors d'une importance cruciale, subordination ouverte des décisions d'Etat aux souhaits des banques, brouillage de la démocratie, on pourrait continuer cette liste. Les Zapatistes avaient suggéré qu'un terrible orage éclatait partout dans le monde, et ils organisèrent en mai un grand séminaire pour parler de cet

orage et de comment le combattre. Pris dans cette perspective, la Grèce est importante dans la mesure où elle est en plein au cœur de cet orage. Mais ce qui s'y passe ne peut être compris que si l'on cherche à comprendre l'orage comme un tout.

Le problème n'est pas – ou plutôt, il ne l'est que superficiellement – l'Allemagne ou bien-sûr la Zone Euro. Les nombreuses analyses qui pensent en ces termes prennent comme point de départ ce qui fut, en fait, le *résultat* de la transition opérée entre 2008 et 2015, c'est-à-dire, la formalisation de la lutte, le changement de grammaire due à la concentration des luttes dans l'Etat. Ce faisant, ces analyses nourrissent aisément les analyses nationalistes et elles sont incapables de voir la connexion entre la situation grecque et l'orage qui s'abat sur le monde entier.

Le problème n'est pas cet Etat-ci ou cet Etat-là, mais le capital, c'est-à-dire, la manière dont les relations entre les gens sont aujourd'hui organisées : la soumission de l'activité humaine à la recherche du profit (en d'autres termes, la soumission de la production de valeur d'usage à la valeur, des activités utiles au travail abstrait, de la richesse à la marchandise). Cette forme d'organisation est intrinsèquement antagoniste : elle dépend de la subordination de l'activité des gens à une logique que l'on ne contrôle pas. L'antagonisme signifie également instabilité : le capital dépend du fait de pouvoir nous subordonner à sa logique, à ses besoins. Nos manques de subordination possibles représentent toujours une menace pour le capital, une crise potentielle.

L'effondrement de Lehman et la conversion de la dette des banques en dette souveraine n'expliquent pas seulement l'intensification de l'agression capitaliste – l'orage – dans le monde entier. Cela montre également de manière dramatique que cette agressivité est tapie dans la fragilité du système, dans le désespoir du capital. La préoccupation constante des politiciens est « comment assurer la reproduction du système capitaliste ? » Cela doit être leur préoccupation simplement parce que leur position les empêche ne serait-ce que d'imaginer qu'il puisse exister une autre façon d'organiser la société. Alors même que nous n'arrêtons pas de leur crier l'évidence : le capitalisme a échoué, il détruit les conditions nécessaires à la vie humaine sur terre, nous avons désespérément besoin d'organiser les relations sociales différemment.

Le capitalisme se meurt, mais il n'est pas encore évident de savoir si nous mourrons tous avec lui, ou si nous pourrions créer autre chose avant qu'il ne nous envoie par le fond. Le quasi-effondrement de l'ensemble du système bancaire en 2008 et la volonté de l'Accord du 13 juillet 2015 (trouvé entre la Grèce et l'UE, tout comme les mesures identiques prises dans tant d'autres pays) d'imposer une restructuration féroce des relations sociales pour réduire l'énorme poids de la dette, indique tout d'abord que le capitalisme en tant que système reste très instable. Cela indique d'autre part, qu'il est admis (en tout cas par les capitalistes) que *nous* sommes le problème. Nous sommes ceux et celles qui doivent être restructurés, refaçonnés. Nous sommes la crise du capital. Pour que le capital puisse survivre, il lui est essentiel d'imposer sa discipline sur les façons dont nous travaillons et sur nos modes de vie. Pour le capital, il est nécessaire que nous apprenions à obéir, que la fierté de nos cœurs soit défaite.

Le problème du capital n'est pas seulement qu'il dépend de nous, mais qu'il dépend de l'intensification constante de notre subordination. Ce n'est pas seulement que l'argent dirige tout, mais que la loi de l'argent possède une dynamique qui force le capital à nous faire produire et circuler des choses de plus en plus rapidement, de plus en plus efficacement. Le capital ne peut pas rester immobile : pour survivre, il doit constamment intensifier sa subordination de toutes les dimensions de la vie humaine à sa logique. Contrairement à toute autre forme de domination, le capitalisme est constamment mené par sa propre inadéquation.

Ses difficultés à atteindre son niveau de subordination nécessaire se reflètent dans l'augmentation à long terme de la dette. La dette est avant tout un jeu imaginaire : c'est le capital qui dit « si nous ne

pouvons faire produire aux travailleurs les profits dont nous avons besoin, si nous ne pouvons pas imposer la soumission requise, alors nous devrions faire semblant de pouvoir le faire : nous devons créer une image monétaire des profits dont nous avons besoin. » Coggan commente (267) : « Ces quarante dernières années, le monde a mieux réussi à créer de prétendues richesses, qu'à créer de la richesse elle-même. L'économie s'est développée, mais les prix des biens ont augmenté rapidement, et les dettes ont augmenté encore davantage. Les débiteurs, depuis les spéculateurs immobiliers jusqu'aux gouvernements, ont fait des promesses qu'ils ne peuvent pas tenir entièrement. Les créanciers qui s'attendent aux remboursements de ces dettes vont être déçus. » En fait, l'expansion massive de la dette s'est développée depuis bien longtemps, mais au XXème siècle et depuis la Seconde guerre mondiale en particulier, elle est devenue une figure centrale de l'existence du capital.

La difficulté de réconcilier les pressions sociales issues de l'humanité des humains avec le besoin du capital de nous déshumaniser et de nous transformer en machine à produire du profit, se reflète dans le fossé grandissant entre la création de dette et la création de richesse. Tout cela engendre une bousculade féroce, un jeu de chaises musicales vicieux et sanglant. Les créanciers se battent pour s'assurer que les dettes soient payées, tandis que les débiteurs se battent pour se débarrasser du fardeau de leur dette en le mettant sur le dos d'un autre débiteur. Tous ensemble, ils tentent donc d'imposer une plus grande discipline, une plus grande productivité et des salaires moindres sur la population mondiale.

Le néo-libéralisme est tout simplement l'expression politique d'un monde dans lequel le capital est dominé et menacé par cette énorme accumulation de dettes. Le néo-libéralisme n'est pas une politique choisie par des gouvernements, c'est tout simplement la violence du monde qu'ils dirigent, la vicissitude du jeu qu'ils jouent et qu'ils doivent jouer, tout simplement parce qu'ils sont des Etats dépendants de la reproduction du capital sur leur territoire. N'importe quel Etat, pour assurer sa propre existence, doit essayer d'encourager la reproduction du capital à l'intérieur de ses frontières. Le féroce jeu de chaises musicales entre créanciers et débiteurs qui résulte de l'énorme expansion de la dette au niveau mondial, se poursuit dans les Etats où la compétitivité cherche à créer les meilleures conditions pour l'accumulation du capital, et entre les Etats, dans la mesure où chacun d'entre eux cherche à faire en sorte que le toit – qui doit nécessairement s'écrouler quelque part – ne s'écroule pas sur eux, mais sur un autre. Dans le cas présent, que le toit ne s'écroule pas sur Berlin ou Francfort, mais sur Athènes et Thessalonique. L'Euro, tout comme bien-sûr tous les régimes monétaires, joue ce jeu. Ce qui distingue l'Euro des autres devises, c'est qu'il fut créé pendant une ère de dettes en pleine expansion. Il y a donc une agressivité spécifique inscrite dans ses règles de fonctionnement.

La violence du jeu capitaliste n'est pas la même qu'il y a cinquante ans. Les conditions créées par le fascisme, le massacre de 100 millions de gens et la crainte du communisme, avaient engendré un espace pour une sorte de capitalisme confortable et de providence. Il semble bien que cela ne soit plus viable, c'est en tout cas le message qui a été martelé par les politiciens européens durant les négociations grecques. Ces dernières sont une leçon de longue haleine, dans laquelle Merkel et Schäuble apprennent à Tsipras ce que cela signifie que de gouverner un pays dans le contexte du capitalisme d'aujourd'hui. Ils durent lui expliquer patiemment, encore et encore, que « Keynes est mort, mort et enterré. Oubliez vos idées de capitalisme bienveillant ou d'un système plus juste. Il n'y a pas de place pour ça. En tant que gouvernant, vous devez implanter des politiques néo-libérales agressives pour attirer du capital et satisfaire les marchés monétaires. » L'élève fut très lent, mais à la fin, il a appris sa leçon. Désormais, Syriza s'est engagé à être un gouvernement néo-libéral, simplement comme tous les autres.

Le Grexit, la sortie de la Grèce de la Zone Euro, n'aurait probablement pas fait beaucoup de différence. Son mérite aurait été de prolonger et magnifier le cri du Non à l'attaque capitaliste. Mais

si cela était devenu une politique ou un ensemble de réformes, ses résultats n'auraient été pas très éloignés de ceux imposés par les négociations. Si la Grèce reste une société capitaliste, et qu'elle soit ou non en défaut de paiement ou presque, elle doit créer des conditions attractives pour le capital. Celles-ci passent presque nécessairement par une réforme du droit du travail, des coupes budgétaires, des réductions des retraites, des privatisations, etc... Il est difficile de comprendre en quoi une subordination directe aux marchés monétaires serait différente de la même subordination médiatisée à travers l'Euro. Le Grexit pourrait peut-être fournir les bases pour une restructuration alternative du capitalisme, mais même si c'était le cas, il n'y a aucune raison de penser qu'elle serait moins agressive que celle issue de l'Accord du 13 juillet. La Grèce n'a probablement pas les ressources naturelles à exploiter qui pourraient amortir et adoucir une telle restructuration, comme ce fut le cas de l'Argentine.

Ce troisième Non est certainement un « Non, ça ne marche pas », mais il renvoie également aux Non évoqués auparavant dans la mesure où l'expansion chronique de la dette vient des gens qui, partout dans le monde, disent, souvent tout doucement : « Non, nous ne deviendrons pas des robots. Non, nous ne souhaitons pas, ou peut-être que nous ne pouvons pas, satisfaire les demandes du capital. » En ce sens, le quasi-effondrement du système bancaire est une expression de notre force, la force de notre vie et de nos habitudes de tous les jours. C'est la vengeance cachée de notre réalité, une réalité qui dit « un instant, laissez-moi finir mon petit-déjeuner », la réalité de penser à d'autres choses, d'être incertain, d'être incapable, d'être stupide, de tomber amoureux, de vouloir aller à la mer en été, de créer et penser des alternatives. Une réalité de non-adéquation avec les besoins du capital. Les capitalistes ont raison de nous reprocher la crise du capital. Nous devons leur répondre : « Oui, nous sommes la crise du capital. Et fiers de l'être. Parce que la crise de ce système morbide est un espoir pour le monde. »

V

La prochaine fois

Non, non, non. Chaque Non a été suivi d'un Oui, chaque ouverture a été suivie d'une fermeture qui semble fermer toutes possibilités. C'est cela qui pousse Žižek à dire que nous avons besoin d'avoir « le courage du désespoir ». Le courage d'abandonner. Je ne pense pas que l'on puisse faire ça. Je pense que nous devons avoir **le courage de notre propre absurdité**.

C'est la première leçon à tirer de ces derniers mois : le pouvoir de leur rationalité. Une fois que nous avons mis le pied dans leur réalité, nous sommes perdus. Nous devons dire haut et fort : « Nous avons une logique différente, construite sur un monde différent. Votre logique ferme l'esprit et le corps, elle nous dit qu'il n'y a pas d'autres moyens de penser et d'agir, qu'il n'y a pas d'alternative. Votre logique est basée sur un monde qui existe, mais nous savons que c'est une logique de mort qui nous mène littéralement à la destruction totale. Notre logique est basée – et cela est autant sa force que sa faiblesse – sur la création possible d'un monde qui n'existe pas encore, un monde qui existe bien que pas-encore, dans nos rêves, nos luttes, nos impulsions créatives. »

La seconde leçon est que Keynes est mort. Un capitalisme plus juste est impossible. La question n'est pas « dans » ou « hors » de l'Euro, mais dans le capitalisme ou en-dehors. Syriza a poussé l'Etat à ses limites et n'a pas réussi. Il n'est pas question ici de trahison, en tout cas cette question n'est pas pertinente.

La troisième leçon est que nous ne pouvons pas déléguer notre responsabilité pour le futur du monde.

La quatrième leçon est qu'il y aura une prochaine fois, de nombreuses prochaines fois, ici et ailleurs.

La cinquième leçon est que nous sommes très faibles. Il y a toutes sortes d'expériences et cela est absolument crucial. Mais nous ne sommes pas encore assez forts pour dire au capital d'aller se faire voir.

Alors, que pouvons-nous faire ? Quelle est la solution ?

Références

Coggan, Philip (2011), *Paper Promises. Money, Debt and the New World Order*, Penguin Books, London

Ego te provoco/flesh machine (2008), “Βεδουίνος όσο θέλετε, πολίτης ποτέ!”, (A bedouin or whatever you like, but a citizen never!) Athènes, 23 Décembre, publié dans TPTG, Vol. 14, Athènes, 2009, 29, consultable en ligne sur <http://www.tapaidiatiscalarias.org/wp-content/uploads/2010/03/14.pdf>

McNally, David (2011) *Global Slump. The Economics and Politics of Crisis and Resistance*, PM Press, Oakland

Nasioka, Aikaterini (2014), *Ciudades En Insurrección. Oaxaca (2006) y Atenas (2008)*, doctoral thesis, Instituto de Ciencias Sociales y Humanidades “Alfonso Vélaz Pliego”, Benemérita Universidad Autónoma de Puebla

Varoufakis, Yannis (2015), “How I became an erratic Marxist”, *The Guardian*, 18 February

Žižek, Slavoj (2015), “Greece: the courage of hopelessness”, *The New Statesman*, 20 July (consultable en ligne sur: <http://www.newstatesman.com/world-affairs/2015/07/slavoj-i-ek-greece-courage-hopelessness>)

John Holloway enseigne les sciences politiques à Puebla (Mexique). Sa proximité avec l'expérience zapatiste l'a amené à approfondir les questions liées aux formes de révolte et à la transformation révolutionnaire de la société. Il est l'auteur de deux ouvrages très discutés : *Changer le monde sans prendre le pouvoir* (Lux/Syllepse, 2007) et *Crack capitalism, 33 thèses pour en finir avec le capital* (Libertalia, 2012). Il a récemment publié *Lire la première phrase du Capital*, suivi de *Crise et critique* (Libertalia, 2015).

*Traduit de l'anglais par Julien Bordier et José Chatroussat
Texte disponible sur le www.editionslibertalia.com/trois-fois-non*